

CSA décrypte...

L'implantation politique du Front de gauche

A l'origine alliance électorale entre le Parti communiste et le Parti de gauche dans la perspective des élections européennes de juin 2009, **le Front de gauche semble désormais s'inscrire durablement comme force politique à la gauche du Parti socialiste.**

Avec plus de 11% des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle en 2012, Jean-Luc Mélenchon a, il est vrai, enregistré un score inférieur aux espérances formulées en cours de campagne. Arrivé en quatrième position, il a toutefois su fédérer sur son nom une proportion non négligeable d'électeurs, à son plus haut niveau depuis 1981 pour le candidat soutenu par le Parti communiste.

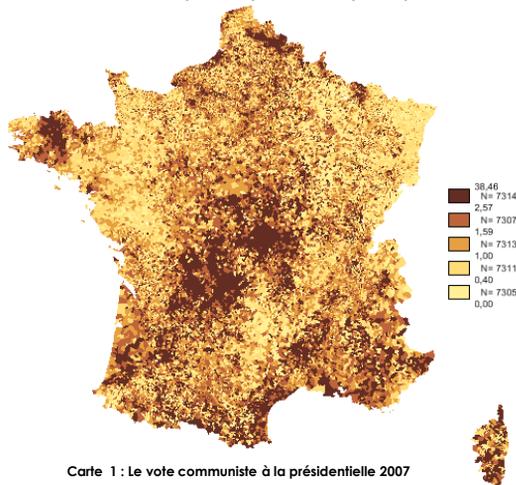
La première année du quinquennat de François Hollande a toutefois ouvert pour le Front de gauche une séquence politique nouvelle, dans un contexte économique et social difficile. Dès les premiers mois de la présidence Hollande, a en effet émergé une tension entre la tentation de la protestation permanente, aisée lorsque la droite détient les rênes du pouvoir, et un nécessaire calibrage des actions et propos à l'égard d'un exécutif national politiquement plus proche.

À l'occasion de cette nouvelle période pour le Front de gauche et dans la perspective des prochaines élections, nous avons cherché à dresser un bilan de son implantation politique.

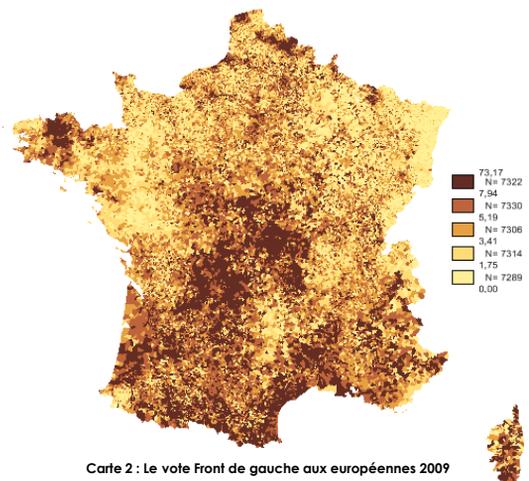
LA GÉOGRAPHIE DU VOTE FRONT DE GAUCHE: ENTRE PERMANENCES ET RENOUVELLEMENTS

A l'issue des élections européennes de juin 2009, la géographie du vote Front de gauche présente de nombreuses similitudes avec celle du Parti communiste.

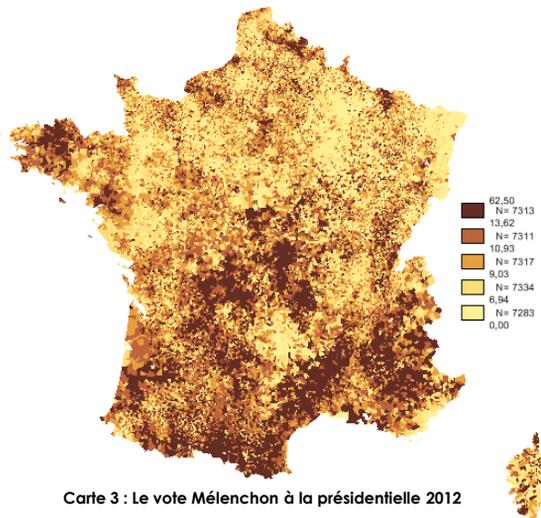
La comparaison des cartes 1 (Buffet, 2007) et 2 (Front de gauche, 2009) s'avère à ce sujet particulièrement éloquent, tant les zones de force semblent se superposer quasiment parfaitement. A son origine, la dynamique électorale du Front de gauche s'appuie, en effet, sur les bastions historiques du Parti communiste. En atteste d'ailleurs un coefficient de corrélation positif et particulièrement élevé entre les deux scrutins (coefficient de +0,73).



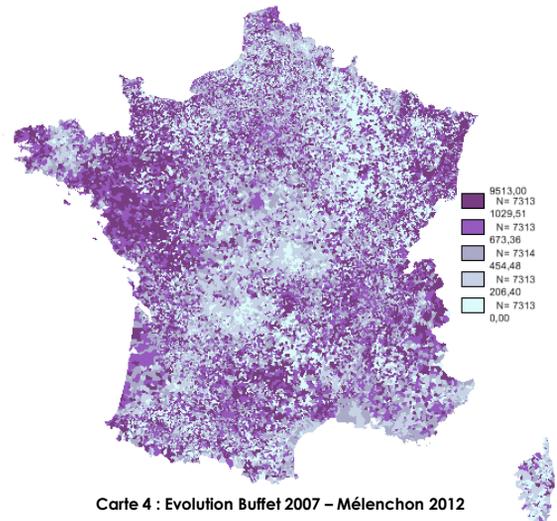
Carte 1 : Le vote communiste à la présidentielle 2007



Carte 2 : Le vote Front de gauche aux européennes 2009



Carte 3 : Le vote Mélenchon à la présidentielle 2012



Carte 4 : Evolution Buffet 2007 – Mélenchon 2012

La géographie du vote Mélenchon au premier tour de la présidentielle témoigne elle aussi d'un renouvellement en apparence assez limité (carte 3). Avec un score quasiment doublé par rapport à celui des élections européennes de 2009 et plus de cinq fois supérieur à celui de Marie-George Buffet à la présidentielle de 2007, cette permanence démontre que le Front de gauche prend à nouveau appui, au moins en partie, sur sa capacité à mobiliser sur des territoires déjà empreints d'une tradition de vote en faveur du Parti communiste et de ses représentants.

Ce phénomène doit toutefois être relativisé, les coefficients de corrélation entre le vote Mélenchon 2012 et ceux des scrutins précédents mettant en lumière un processus d'autonomisation des votes par rapports aux terres communistes. Entre 2009 et 2012, nous passons ainsi d'un coefficient de +0,73 à +0,54. S'il existe toujours un lien important entre les scores du Front de gauche et l'ancrage du Parti communiste dans les territoires, celui-ci semble donc s'atténuer. L'analyse de la géographie du vote Mélenchon et sa comparaison avec celle de Marie-George Buffet en 2007 et celle du Front de gauche en 2009 confirme d'ailleurs cette tendance (carte 4).

Le candidat du Front de gauche est ainsi parvenu à élargir son socle électoral, en particulier dans le quart Nord-ouest du pays.

C'est notamment le cas en Loire-Atlantique et en Finistère. L'Ouest du Maine-et-Loire ainsi que le Nord de la Vendée n'échappent pas à ce phénomène. Les gains de voix apparaissent en revanche beaucoup plus limités dans le Trégor et le Centre-Bretagne historiquement plus favorables au PCF.

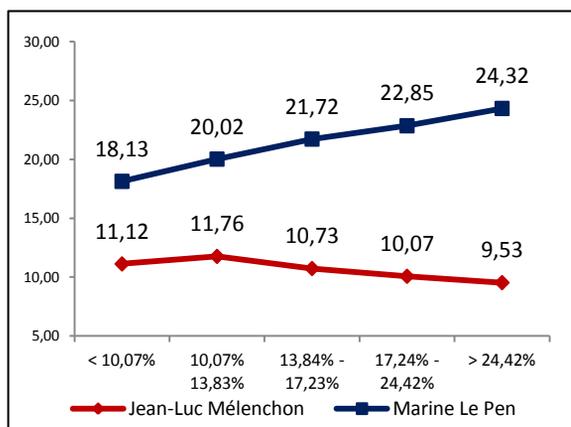
Plus au Sud, où le Front de gauche enregistre fréquemment ses meilleurs scores, l'élargissement de la base électorale se vérifie lui aussi. Ce phénomène est particulièrement visible sur les terres à dominante socialiste de la Haute-Garonne, du Lot et de l'Ardèche. Il ressortait d'ailleurs de l'enquête « jour du vote » réalisée par CSA le 22 avril 2012 que 12% des électeurs de Ségolène Royal au premier tour de la présidentielle de 2007 avaient choisi de voter pour Jean-Luc Mélenchon, ces pertes pour le candidat socialiste étant compensées par l'appoint d'anciens électeurs de François Bayrou.

A l'inverse, les territoires traditionnellement ancrés à droite échappent à ce mouvement. Il s'agit notamment du Cantal et de la Haute-Loire en Auvergne, et de la bordure Littorale de la Région PACA (Var et Alpes-Maritimes en particulier). Enfin, il est probable que la progression assez limitée observée dans le centre du pays (Corrèze en particulier) s'explique par l'influence de François Hollande et son ancrage politique local.

MALGRE LA PERCEE ATTENDUE PAR JEAN-LUC MELENCHON, UN ELECTORAT OUVRIER DISTANT

Ces premiers éléments de la géographie du vote Front de gauche posés et cet élargissement de la base électorale au-delà des fiefs communistes démontré, il convient à présent de confronter la performance électorale de Jean-Luc Mélenchon avec sa stratégie de campagne présidentielle.

D'aucuns se souviennent en effet de ses fréquents appels au vote ouvrier, le candidat du Front de gauche se disputant ouvertement l'électorat populaire avec Marine Le Pen. Cette stratégie semble n'avoir rencontré qu'un écho limité. Avec 14% des suffrages exprimés chez les ouvriers au soir du premier tour de la présidentielle (enquête « jour du vote » CSA pour Direct Matin), Jean-Luc Mélenchon y fait certes un score supérieur à sa moyenne nationale mais il apparaît distancé par la candidate frontiste (28%), celle-ci faisant quasiment jeu égal avec François Hollande (31%).



D'autres indicateurs viennent d'ailleurs confirmer cet enseignement. Il existe ainsi une corrélation positive (coefficient de +0,30) entre la proportion d'ouvriers dans la population active à l'échelle communale et la fréquence de vote pour Marine Le Pen. Comme le montre le graphe 1, la moyenne des scores communaux enregistrés par la candidate du Front national s'avère d'autant plus élevée que la proportion d'ouvriers y est elle aussi élevée. A l'inverse, les scores moyens observés pour Jean-Luc Mélenchon tendent à décroître légèrement.

LE FRONT DE GAUCHE ET JEAN-LUC MELENCHON À L'ÉPREUVE DU QUINQUENNAT DE FRANÇOIS HOLLANDE

Jean-Luc Mélenchon a rapidement adopté une posture critique à l'encontre du nouvel exécutif national. L'ancien candidat à l'élection présidentielle tirait ainsi dès la fin août 2012 à boulets rouges sur les 100 premiers jours de François Hollande (Le Journal du Dimanche, 19 août 2012). Force est de constater que cette posture ne s'est pas traduite par une dynamique d'opinion en sa faveur.

Porté par la campagne présidentielle, Jean-Luc Mélenchon avait enregistré des gains significatifs au sein de l'opinion publique. Crédit de 20% d'image positive un an avant l'élection présidentielle, celui-ci culmine à 48% à l'issue du premier tour, un score le plaçant parmi les personnalités politiques les plus appréciées des Français (Observatoire politique CSA pour Les Echos). Sa cote d'image s'est toutefois progressivement érodée pour s'établir à 33-34% en juillet-août 2013, Jean-Luc Mélenchon ne profitant pas de la baisse concomitante des cotes de confiance du chef de l'Etat et de son Premier ministre.

L'ancien candidat du Front de gauche peut toutefois se prévaloir du soutien quasi-unanime des ses électeurs à l'élection présidentielle (89% d'entre eux en ont une image positive), préservant ainsi un vivier stratégique dans la perspective des prochains scrutins.

D'ailleurs, une récente étude réalisée par CSA dans la perspective des élections européennes de mai 2014 atteste de la bonne tenue du Front de gauche. Alors que celui-ci avait obtenu 6,05% des suffrages exprimés en 2009 pour son baptême du feu électoral, il serait en mesure d'améliorer sensiblement son score, crédité (en mai-juin 2013) de 9% des intentions de vote.

A date, le Front de gauche peine toutefois à capitaliser sur l'impopularité de l'exécutif et l'absence de résultats tangibles sur le front de la lutte contre le chômage et du pouvoir d'achat, premières préoccupations des Français.

L'agenda politique des prochains mois devrait cependant lui offrir une opportunité en la matière. La préparation du budget 2014 et davantage encore la prochaine réforme des retraites pourraient en effet lui permettre d'élargir le socle de ses soutiens alors que l'exécutif s'apprête à demander de nouveaux efforts financiers aux Français. S'il est probable que le phénomène sera difficilement observable lors des élections municipales de mars 2014 (notamment du fait des phénomènes de notabilité locale qui atténuent dans de nombreuses communes la politisation de ce type de scrutin mais aussi en raison des alliances locales du Parti communiste avec le Parti socialiste), de nombreux électeurs de gauche pourraient être tentés par un vote

stratège à l'occasion des prochaines élections européennes. Certains pourraient ainsi utiliser leur bulletin de vote pour adresser un message à l'exécutif national et chercher à orienter davantage à gauche son action. Ce phénomène pourrait être d'autant plus important que, nous l'avons vu précédemment, le score de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle reposait aussi sur sa capacité à emporter sur son nom une partie de l'électorat socialiste. D'ailleurs en 2012, 62% des électeurs Mélenchon motivaient leur vote par le souhait que le représentant du Front de gauche ait davantage d'influence dans la vie politique.

Yves-Marie CANN

Directeur adjoint du Pôle Opinion Corporate

Retrouvez sur www.csa.eu nos précédentes notes d'analyse

Europheiles et eurosceptiques, à un an des élections européennes (juin 2013)

http://www.csa.eu/multimedia/data/sondages/data2013/opi20130612-CSA_DECRYPTE-ELECTIONS EUROPEENNES.pdf

Le catholicisme en France (mars 2013)

<http://www.csa.eu/multimedia/data/etudes/etudes/etu20130329-note-d-analyse-csa-decrypte-mars-2013.pdf>

L'opinion publique et le « mariage pour tous » (janvier 2013)

<http://www.csa.eu/multimedia/data/sondages/data2013/note-d-analyse-CSA-decrypte-Janvier-2013/pdf>

Le paiement sans contact (février 2012)

<http://www.csa.eu/multimedia/data/sondages/data2012/opi20120424-note-d-analyse-le-paiement-sans-contactt.pdf>

Le vote au premier tour de l'élection présidentielle (avril 2012)

<http://www.csa.eu/multimedia/data/sondages/data2012/opi20120427-note-d-analyse-le-vote-au-1er-tour-de-l-election-presidentielle.pdf>

L'heure du choix : dans la boîte noire du vote (avril 2012)

<http://www.csa.eu/multimedia/data/sondages/data2012/opi20120419-note-d-analyse-l-heure-du-choix.pdf>

La peur de la mondialisation (avril 2012)

<http://www.csa.eu/multimedia/data/sondages/data2012/opi20120403-note-d-analyse-la-peur-de-la-mondialisation.pdf>

Contacts

Yves-Marie CANN

Directeur adjoint du Pôle Opinion - Corporate

01 57 00 58 94

yves-marie.cann@csa.eu

Léda BONTOSGLOU

Responsable communication

01 57 00 58 50

leda.bontosoglou@csa.eu